

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. C'est certainement très important, mais la réponse devient un discours.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PÉTROLE BRUT—LA NOUVELLE CONCERNANT UNE OFFRE DE RÉDUCTION DE LA PRODUCTION EN ALBERTA

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans une conversation téléphonique avec le cheik Yamani, le premier ministre de l'Alberta, Don Getty, a offert de réduire la production de pétrole albertain dans un effort pour freiner la baisse mondiale des cours du pétrole brut. Cet appel a-t-il été fait avec l'approbation préalable du gouvernement fédéral, et quelle est la position du gouvernement fédéral concernant l'offre qu'a faite le premier ministre Getty?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je me suis entretenu avec le premier ministre Getty ce matin après avoir pris connaissance des nouvelles à ce sujet. Le premier ministre Getty comprend parfaitement qu'il appartient au gouvernement du Canada de parler au nom du Canada sur les questions internationales. Il se peut, monsieur le Président, que les députés libéraux et néo-démocrates estiment que quelqu'un d'autre devrait être le porte-parole du Canada sur des questions de politique internationale. Nous croyons que c'est la responsabilité de notre gouvernement et nous l'exerçons. Je tiens à assurer au député et, par son entremise, aux autres députés intéressés, que le Canada continuera à coordonner notre position sur les questions énergétiques internationales avec les autres membres des organismes énergétiques internationaux.

LES PAYS DE L'OPEP

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si le Canada a reçu des requêtes de la part d'un quelconque pays de l'OPEP nous demandant de réduire notre production pétrolière, et quelle serait la position du Canada si on lui faisait pareille requête?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Pour répondre à la question du député, la réponse est non, on ne nous a fait aucune requête du genre.

* * *

LA SANTÉ

ON DEMANDE D'INTERDIRE LA PUBLICITÉ POUR LA CIGARETTE

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui a sans doute pris connaissance aujourd'hui des chiffres publiés sur les autres méfaits de la cigarette, soit les 500 cas de mortalité infantile et les 6,000 fausses couches par année. Au lieu de porter une jonquille pour montrer ses bonnes intentions, le ministre va-t-il exaucer les vœux de la Société du cancer et de tous les autres organismes de protection de la santé qui demandent des lois plus sévères,

Questions orales

plus précisément l'interdiction de la publicité pour un produit qui est la cause de 35,000 décès par année au Canada?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je crois qu'il est important de porter des symboles pour remercier les sociétés du cancer et les organismes bénévoles du travail qu'ils accomplissent. Je trouve cela important. Pour ce qui est, deuxièmement, de la requête de la députée concernant la publicité sur le tabac, et l'interdiction de fumer dans les transports en commun, ou une loi interdisant de fumer dans les endroits publics, je lui répète ce que je lui ai déjà dit: Quand le cabinet aura pris une décision à ce sujet, une proposition sera présentée. Je crois que son mérite s'imposera de lui-même à la Chambre.

LES SOMMES DÉPENSÉES EN PUBLICITÉ PAR LES FABRICANTS DE CIGARETTES

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, étant donné que tant de gens meurent du cancer chaque année, les fabricants de cigarettes doivent faire de la publicité et dépenser 200 millions de dollars par année pour renouveler la clientèle. Le ministre ne convient-il pas que nous ne saurions neutraliser leur action en guérissant le cancer après coup? La prévention doit être notre but. Ne reconnaît-il pas qu'elle n'est possible qu'en interdisant totalement la publicité, et entreprendrait-il...

M. le Président: A l'ordre. C'est trop long.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, s'il n'en tenait qu'à moi, je voudrais voir le Canada débarrassé du tabac, disons, d'ici à la fin du siècle. Je me dis que notre société doit viser ce but quand le tabac cause 30,000 décès par année. Il n'y a pas au Canada d'autres maladies évitables que je connaisse qui exigent plus d'attention, et c'est pourquoi j'attache tant d'importance à la question.

Concernant la publicité, j'ai demandé aux fabricants de cigarettes et de tabac, par exemple, de retirer leurs annonces du parc d'amusement Wonderland, en Ontario. Je les ai priés de changer leur publicité sur les cigarettes Tempo. Je dis simplement à la députée que d'autres mesures sont envisagées dans le sens de ses instances, dont je prends bonne note.

* * *

LES ETHNIQUES

LA DIFFUSION DE L'ÉMISSION *HIGHWAY TO HEAVEN*—LES RÉPERCUSSIONS SUR LES CANADIENS DE DESCENDANCE BALTE

M. Andrew Witer (Parkdale-High Park): En l'absence du ministre des Communications, monsieur le Président, j'adresse ma question à son secrétaire parlementaire. Les Canadiens originaires des pays baltes ont été révoltés par l'émission *Highway to Heaven* du réseau CTV, car elle est diffamatoire envers les Canadiens de descendance lituanienne, lettonne et estonienne. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre le réseau CTV en vertu de l'article 281.1 du Code criminel qui définit comme étant un acte criminel la diffusion de déclarations incitant à la haine contre un groupe identifiable?